



PROMOTION *GÉNÉRAL GALLOIS*

2016 -2017

**DE LA STRATEGIE DE PUISSANCE DE LA CHINE :
UN NOUVEAU « SMART POWER » ?**



CF Patrick de Bouteiller

Sous la direction de :

M^{me} Mélissa Levailant

Doctorante à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris

Résumé.....	3
Introduction.....	4
I. La Chine, puissance globale.....	4
1.1. La Chine, géant économique	4
1.2. La Chine, puissance politique et militaire incontournable.....	6
1.3. La Chine investit dans la communication et la culture.....	9
II. La Chine pratique un « smart power » adapté.....	11
2.1. « Hard », « soft » et « smart power »	11
2.2. « Smart power » chinois.....	13
2.3. Applications du « smart power »	18
III. Limites du « smart power » chinois.....	24
3.1. Les faiblesses structurelles du « soft power » chinois	24
3.2. Incohérence dans sa politique étrangère.....	27
3.3. Le « smart power » à l'épreuve des difficultés internes de la Chine	29
Conclusion	32
Bibliographie.....	33

Résumé

Forte de sa puissance retrouvée, la Chine développe désormais toutes les formes de pouvoir, non seulement économique, politique et militaire mais aussi culturel pour réaliser le « grand rêve chinois » cher à son président Xi Jinping. Or, dans ses relations internationales, la République Populaire de Chine semble tiraillée entre la logique d'intégration dans la communauté mondiale qui s'appuie notamment sur son « soft power » et l'affirmation unilatérale de sa puissance fondée principalement sur son « hard power ». En fait, l'analyse de la politique internationale chinoise montre que l'Empire du Milieu pratique une stratégie qui s'approche du « smart power » tel que le définit Joseph Nye. Néanmoins, malgré ses succès indéniables, cette politique comprend de nombreuses limites liées à la nature du régime communiste.

Abstract :

Having rediscovered her strengths, China is now rejuvenating not only its economic, military, political but also its cultural power in order to achieve President Xi Jinping's « great Chinese dream ». Yet, in her dealings internationally, it seems that the People's Republic of China is divided between integrating in to the international community mainly through the use of « soft power » and imposing her will through the use of « hard power ». When analysing her foreign policy today, we can see that China has finally chosen a strategy close to Joseph Nye's definition of « smart power ». Nevertheless, despite her recent great successes, this policy has some limitations due to the nature of this communist regime.

Introduction

En mer de Chine méridionale, l'année 2016 a été marquée par de nombreuses tensions territoriales concernant plusieurs îles, opposant la Chine à ses voisins directs, Japon, Vietnam, et Philippines. Pour affirmer ses prétentions, le géant asiatique a surtout adopté une stratégie de « hard power », fondée sur un discours politique coercitif et le déploiement de nombreux navires militaires. *A contrario*, la Chine a conservé et promeut encore aujourd'hui des relations diplomatiques et commerciales intenses avec ces mêmes pays, utilisant ainsi tous ses outils de « soft power » pour défendre ses intérêts. Ces deux attitudes semblent souligner un paradoxe dans la politique étrangère chinoise partagée entre deux doctrines opposées, « hard » et « soft power ».

Comment dès lors comprendre et caractériser la stratégie de la deuxième puissance mondiale dans ses relations internationales ? Peut-on la rapprocher du « smart power », suivant la théorie développée par Joseph Nye et mise en œuvre par l'administration américaine d'Obama ?

L'Empire du Milieu, fort de sa puissance retrouvée, pratique un « smart power » adapté, qui contient pour autant des limites liées au caractère autoritaire de son régime. Après avoir décrit ses outils de puissance, nous montrerons que la Chine utilise met en œuvre une véritable stratégie de « smart power » propre à sa culture. Puis, dans une troisième partie, nous étudierons les faiblesses de cette politique.

I. La Chine, puissance globale

Depuis les années 1970 et surtout le début des années 2000 qui marque son adhésion à l'OMC (organisation mondiale du commerce), la République populaire de Chine (RPC) a connu un développement considérable dans tous les domaines non seulement économique, politique et militaire mais aussi culturel.

1.1. La Chine, géant économique

La Chine est d'abord et surtout la deuxième puissance économique mondiale, derrière les Etats-Unis. En 2016, son PIB a dépassé les 12000 milliards de dollars. A titre de comparaison, les USA ont atteint 18600 milliards, la France (6ième puissance) 2500 milliards. Compte tenu de ses taux de croissance spectaculaires (autour de 7% en 2016), les experts prédisent que la Chine dépassera les Etats-Unis d'ici 2025. En s'appuyant sur un capitalisme étatique

autoritaire, la Chine est ainsi devenue une puissance économique complète grâce à des atouts incontestables.

Le géant asiatique a su en effet développer une industrie solide et particulièrement performante. Le « Made in China » est passé au cours des dix dernières années de 10 % à plus de 20% de la production mondiale. La Chine est devenue leader dans de nombreux secteurs : les industries lourdes (construction navale, mécanique lourde, raffinage pétrolier, pétrochimie), l'industrie textile, mécanique, électronique, aéronautique et spatiale mais aussi l'industrie de pointe concernant les hautes technologies (numérique, information, nouveaux matériaux, biologie, nouvelles énergies). L'usine et l'assembleur du monde investit aussi largement dans la recherche et le développement afin de conserver son leadership économique. En 2014, la Chine a consacré plus de 2% de son PIB à l'innovation et a déposé près de 2,3 millions de brevets, dépassant très largement l'Union Européenne. Le président chinois, Xi Jinping, appelle « à faire de l'innovation une attitude régulière dans le travail ». L'industrie se développe autour de grandes entreprises nationales comme China Shipbuilding Industry Corporation (construction navale), China Shenhua Energy (activités minières), Sinopec (pétrole), Sinovel (éoliennes), Gree Electric (électroménagers), China State Construction Engineering (bâtiment, construction et travaux publics), Chemchina (chimie) ou plus rarement des entreprises privées comme Huawei (téléphones mobiles), Lenovo (informatique) ou Geely (automobile) qui demeurent néanmoins étroitement contrôlées par l'Etat. Ces entreprises multiplient leurs investissements à l'étranger, témoignant de leurs ambitions pour occuper les premières places. On notera par exemple, en Europe, les rachats du constructeur automobile Volvo par Geely à hauteur de 1,3 milliard € en 2010 ou de l'entreprise chimique hongroise Borsodchem par le groupe Wanhua (1,2 milliard € en 2011) ou encore du port de Pirée par l'armateur COSCO en 2016.

Depuis 2014, la Chine est aussi la première puissance commerciale mondiale grâce à un volume d'échanges de plus de 4000 milliards de dollars cette même année. Le commerce représente plus de 45 % du PIB (moyenne 2012-2014). Dégageant d'énormes excédents commerciaux, l'Empire du Milieu est devenu le premier exportateur mondial, et se classe deuxième importateur mondial. En 2015, l'excédent commercial du pays s'est élevé à 595 milliards de dollars. Ses principaux partenaires commerciaux sont les pays du Sud-est asiatique, les Etats-Unis et l'Union Européenne. Par ailleurs, le marché chinois, fort de ses 1,3 milliards d'habitants, attire encore et toujours les investisseurs du monde entier. Car l'émergence continue de sa classe moyenne, estimée en 2015 à 110 millions de personnes,

constitue un des moteurs principaux et durables de sa croissance. La mise en place des ZES (zones économiques spéciales) qui offrent une législation avantageuse en termes d'impôts notamment a également fortement contribué à attirer les investisseurs étrangers.

La vigueur économique du géant asiatique repose enfin sur sa force financière. Ses réserves de change estimées aujourd'hui à plus de 3000 milliards de dollars ont explosé grâce aux excédents commerciaux évoqués précédemment. Cette expansion financière trouve sa source dans les capacités d'épargne exceptionnelles du pays. En moyenne, les ménages chinois épargnent près de 30% de leur salaire ; les entreprises incorporent aux réserves une bonne partie de leurs profits et l'Etat a baissé ses dépenses de prestations sociales. C'est bien dans cette épargne, qui représente la moitié du PIB, que réside la puissance financière du pays : non seulement elle irrigue l'économie chinoise mais elle dégage un excédent qui alimente l'expansion internationale du « banquier du monde ». ». Banquier, la Chine l'est à double titre. Comme prêteur d'abord : forte des abondantes liquidités dont elle dispose, elle finance la dette publique des pays développés et s'impose comme une sorte de banque mondiale bis pour les pays en développement. Mais c'est aussi une gigantesque banque d'investissement à travers les IDE (investissements directs à l'étranger) de ses entreprises, en quête de ressources naturelles, de technologies et de nouveaux marchés. La Chine est ainsi devenue le deuxième créancier des Etats-Unis (récemment doublé par le Japon) détenant près de 20% de leur dette publique. On estime que la Chine détient aussi 7 % de la dette européenne (environ 700 milliards d'euros), avec une préférence pour les bons du Trésor allemands et français. Au plus fort de la crise de l'euro, elle a soutenu les pays les plus fragiles ; elle a notamment souscrit en 2010 et 2011 aux emprunts émis par l'Espagne à hauteur de 6 milliards d'euros et pour des montants du même ordre dans le cas de la Grèce et du Portugal. Enfin, la puissance financière chinoise s'appuie sur une politique monétaire agressive. Cette dernière défend un Yuan plutôt bas afin de protéger et doper les exportations.

1.2. La Chine, puissance politique et militaire incontournable

Fort de ses succès économiques spectaculaires, la RPC affirme désormais sa puissance politique grâce en particulier au développement de son outil militaire.

La Chine est indiscutablement devenue un des grands pays qui influe les décisions politiques mondiales. Ses atouts naturels sont connus :

- un territoire immense (9,6 millions de km², soit 15 fois la France) comprenant notamment une côte de 15000 km (France 19000 km), un relief marqué (Tibet) et un réseau fluviales favorables aux réserves d'eaux douces, de nombreuses terres arables (10% des terres cultivables mondiales) et de nombreuses réserves en matières premières stratégiques (dont en particulier les terres rares¹) ;
- une population de 1,37 milliards d'habitants représentant 21% de l'humanité. A cette population, s'ajoute la diaspora chinoise estimée à 36 millions d'immigrés dont l'influence est jugée considérable.

L'émergence politique de la Chine reste néanmoins relativement récente car l'Empire du Milieu a longtemps cultivé son isolement international, notamment sous l'ère de Mao Zedong. 1989 constitue à ce titre une rupture franche dans la stratégie chinoise. Les massacres de Tiananmen et l'effondrement de l'URSS forcent la RPC à sortir de son isolement diplomatique. Depuis le gouvernement de Jiang Zemin jusqu'à celui de Xi Jinping, son attitude vis-à-vis de la communauté internationale a progressivement changé pour se montrer de plus en plus présent dans le jeu politique mondial. Ainsi, aujourd'hui, la Chine affirme sa puissance au travers des nombreuses organisations internationales. Il s'agit de l'ONU (organisation des nations unies) dans lequel la RPC est membre permanent du conseil de sécurité, l'OMC, de nombreux forums comme l'APEC (Asian Pacific Economic Corporation), l'ASEM (Asia-Europe meeting), l'ASEAN (Association of SouthEast Asian Nations) +3, l'AIEA (agence internationale de l'énergie atomique) ou encore l'OCS (Organisation de Coopération de Shanghai). La Chine prend ainsi une part active aux missions humanitaires ou aux opérations de maintien de la paix (2^{ième} contributeur financier, 1^{er} contributeur en troupes en 2016). L'Empire du Milieu impose aussi ses positions dans de nombreux dossiers lors d'accords bilatéraux sur des sujets comme le climat (ratification de l'accord de Paris avec les USA en septembre 2016), la crise syrienne (déclaration commune avec la Russie) ou ses différends territoriaux en mer de Chine méridionale (îles Diaoku, Spartley, Paracel, récif Scarborough).

Désormais insérée et très influente dans le jeu politique international, la Chine développe son outil de puissance militaire pour servir ses intérêts. L'APL (Armée Populaire de Chine) a toujours constitué un pilier solide et incontournable de la RPC. Mais deux évènements

¹ La Chine détient plus de 90 % de la production mondiale en terres rares.

concomitants vont précipiter sa transformation pour passer d'une armée de masse (doctrine de Mao) à une armée moderne :

- l'effondrement de l'URSS que les stratèges chinois imputent majoritairement à la supériorité technique des USA ;
- la première guerre du Golfe qui marque la suprématie de l'armée américaine fondée sur une avance technologique majeure.

Ainsi, la modernisation de l'APL devient une priorité gouvernementale, comme le déclare Hu Jintao en 2012 : « Bâtir une défense nationale solide et une puissante armée qui correspondent à la position de la Chine sur le plan international et qui soient conformes aux intérêts liés à la sécurité et au développement de l'Etat constitue une tâche d'importance stratégique dans le contexte de notre œuvre de modernisation »². Aujourd'hui l'armée chinoise est la plus importante du monde. D'après le livre blanc de 2013, l'armée de terre comprendrait 850000 soldats, l'armée de l'air 398000 et la marine 235000. L'effectif des armées serait donc de 1483000 soldats actifs. Néanmoins, si l'on ajoute le personnel administratif, les réservistes, les forces spéciales ou nucléaires, les effectifs de l'armée chinoise pourraient avoisiner ou dépasser les deux millions d'hommes. L'APL met en œuvre des capacités militaires conventionnelles diverses, complètes et de haute technologie. Compte tenu de ses intérêts maritimes notamment en mer de Chine méridionale, elle a concentré ses efforts sur la montée en puissance de la marine. Elle dispose, outre son porte-avions Liaoning, de plus de 350 bâtiments de combat, 60 sous-marins dont quatre SNLE (sous-marin nucléaire lanceur d'engins) type Jin, cinq SNA (sous-marin nucléaire d'attaque) type Han et une centaine de bâtiments amphibies. L'armée de l'air comprend 1700 chasseurs dont l'avion furtif J-20, 600 bombardiers dont le Xian H-6 et 470 avions de transport. L'armée de terre est composée de plus de 4000 chars dont 500 type 99 et plusieurs centaines d'hélicoptères dont le WZ-10. En outre et surtout, depuis 1964, la Chine possède l'arme nucléaire avec un total estimé à 3000 têtes mises en œuvre à partir d'un réseau de tunnels secrets.

L'armée chinoise jouit enfin d'un bon niveau opérationnel car les soldats participent à de nombreuses opérations de maintien de la paix, la marine et l'armée de l'air à de nombreux exercices notamment avec la marine russe ou lors de déploiements parfois lointains³. Ainsi en 2016, la marine chinoise a, pour la deuxième fois, participé à l'exercice « Rim of the

² Hu Jintao, *Rapport au XVIIIème congrès*, novembre 2012.

³ Depuis 2006, les navires chinois conduisent des déploiements lointains hors du Pacifique (Méditerranée et Atlantique), démontrant leurs capacités hauturières.

Pacific »⁴ (RIMPAC), organisé par la marine américaine et à un exercice majeur conjoint avec la Russie en mer de Chine méridionale. Seul un budget conséquent permet d'atteindre un tel rang militaire. Les dépenses militaires connaissent depuis les années 2000 une croissance exponentielle pour atteindre 150 milliards de dollars en 2015. Ces efforts ont permis de construire une BITD (base industrielle et technologique de défense) solide. A titre d'exemple, les chantiers navals chinois ont construit 15 bâtiments de premier rang (tonnage supérieur à 1500 tonnes). Enfin, la Chine investit dans les nouvelles technologies pour concurrencer à terme les USA dans de nouvelles capacités. Il s'agit de la modernisation continue des forces conventionnelles (hélicoptère Z19, avion furtif J31), du développement des drones (projet X-47) et du système de positionnement autonome Beidou, de la mise en œuvre de missile anti satellite⁵, et enfin de la montée en puissance de la cyberdéfense et des capacités d'influence. Au bilan, les prétentions militaires chinoises sont parfaitement résumées par le discours de l'actuel président chinois, Xi Jinping lors de l'élaboration du livre blanc de 2015 : « Le rêve chinois consiste à édifier un pays puissant[...] Sans une armée forte, le pays ne peut être ni en sécurité, ni puissant »⁶.

1.3. La Chine investit dans la communication et la culture

Soucieuse de son image, la Chine développe sa communication et met en avant sa culture. Afin de soigner son image, la Chine cherche à élargir la portée et l'influence de ses médias nationaux. En 2010, une station de télévision de nouvelles en continu 24 h sur 24 (China Network Communication, CNC) et une chaîne de télévision nationale sur Internet (Chine Central Télévision, CCTV) ont été lancées. Ces médias diffusent dans plus de cent pays en plusieurs langues. En outre, depuis 2009, le « Quotidien du Peuple », journal officiel de parti communiste chinois, est publié en langue étrangère. Ces moyens de communication ont pour objectifs de renforcer le poids médiatique et diplomatique de Pékin sur la scène internationale. Cette stratégie a aussi recours à des « vitrines » comme les JO (Jeux Olympiques) de 2008 ou l'Exposition Universelle de Shanghai de 2010 pour montrer une image positive de la Chine au monde entier. Lors de la cérémonie d'ouverture des JO, le cinéaste Zhang Yimou a réalisé un spectacle qui a mis en avant l'image d'un grand pays stable, pacifique et stabilisateur. Pendant l'exposition universelle, le pavillon chinois appelé « la couronne de l'Orient » a symbolisé, de par ses dimensions imposantes (70 mètres de haut), le prestige et la puissance de la RPC.

⁴ RIMPAC constitue l'exercice aéronaval le plus important, notamment en termes de moyens engagés.

⁵ Le 22 janvier 2007, lors d'un test, un missile chinois a réussi à détruire un satellite en panne en orbite à une altitude de 800 km.

⁶ *Livre blanc de la défense 2015.*

Redécouvrant son histoire, l'Empire du Milieu met en avant sa culture par la promotion de sa langue et de ses arts. Le 30 novembre 2016, devant plus de 3000 écrivains et journalistes, Xi Jinping a demandé de considérer la culture traditionnelle comme le fondement « d'une grande renaissance culturelle » du peuple chinois. En opposition totale à la révolution culturelle marquée par le rejet massif des valeurs traditionnelles de la culture chinoise, ce changement radical de la politique apparaît à partir des années 1990. En 1993, Wang Huning, un proche de Jiang Zemin écrit que « si un pays a une culture admirable et un système idéologique, d'autres pays auront tendance à le suivre ». Les concepts du confucianisme comme la recherche, l'harmonie, l'union sans conformité, la promotion de la coopération sont alors mis en avant. Beaucoup d'intellectuels ont adhéré à l'idée de Wang, soutenant que ces valeurs de bienveillance et de respect gagnées par la vertu présentent un intérêt à l'heure de la mondialisation et de la diversité culturelle.

La promotion de cette culture chinoise passe en premier lieu par la langue. Le mandarin est la langue la plus parlée au monde et la deuxième la plus utilisée par Internet. Pékin a apporté un soutien actif à la promotion de sa langue grâce à un certain nombre de mesures. Depuis 2006, par exemple, le Hanban, le bureau national pour l'enseignement du chinois, a envoyé plus de 325 professeurs aux Etats-Unis pour aider à mettre en œuvre des programmes ainsi que des cours de langue. Au Cambodge, la RPC a créé un réseau d'écoles de langue chinoise. Avec un budget annuel de 200 millions de dollars, le Hanban a lancé une campagne dans le but d'avoir plus de 100 millions d'étrangers apprenant le chinois d'ici à la fin de 2016. La création en 2004 des instituts Confucius (IC) constitue la mesure la plus emblématique. Ces instituts, développés en partenariat avec des universités étrangères, ont pour objectifs de favoriser l'apprentissage du chinois et la connaissance de la culture chinoise. Aujourd'hui, il existe plus de 500 instituts Confucius dans plus de 120 pays. Non content de favoriser l'étude de la langue chinoise, ces établissements permettent aux universités chinoises d'élargir leur éventail de contacts et d'échanges.

Deuxièmement, la Chine imprègne le monde à travers le développement de ses arts. La littérature chinoise est de plus en plus présente. On pense bien sûr au prix Nobel de 2012 attribué à Mo Yan pour l'ensemble de son œuvre. Mais d'autres écrivains comme Yu Hua dont le roman « Brothers » a eu un retentissement exceptionnel ou Su Tong ou la romancière Wang Anyi. Dans un autre registre, les blogueurs chinois sont de plus en plus influents. Citons en particulier Han Han qui est devenu le blogueur écrivain le plus lu au monde (plus de 10 millions d'abonnés). Ses livres, traduits en anglais et français, ont également rencontré un

succès spectaculaire. Les arts martiaux dont le Kung Fu connaissent aussi un engouement populaire dans les pays occidentaux. Enfin, le cinéma chinois s'est particulièrement développé à partir des années 1980 comme en témoignent les nombreuses récompenses obtenues par les réalisateurs du pays. Citons, parmi tant d'autres, la Palme d'or à Cannes en mai 1992 pour Chen Kaige et son film « Adieu ma concubine », le Lion d'Or de Venise en septembre 1992 pour le film « Qiu Ju, une femme chinoise » de Zhang Yimou ou plus récemment, en 2015, le prix de la mise en scène à Cannes pour « The Assassin » de Hou Hsiao-Hsien.

En 2012, Xi Jinping, alors secrétaire général du parti communiste, déclarait que « le plus grand rêve des chinois, c'est la renaissance de leur nation dans les temps modernes ». Quatre ans après, le « rêve chinois » est en voie d'accomplissement car, grâce au développement spectaculaire de ses outils de puissance décrits *infra*, l'Empire du Milieu retrouve sa place au sein du concert des nations. Mais comment s'exerce cette nouvelle puissance? Dans ses relations internationales, la RPC adopte-t-elle une stratégie hégémonique plus orientée vers le « hard power » ou d'intégration au sein de la communauté internationale, d'avantage liée au « soft power »?

II. La Chine pratique un « smart power » adapté

La stratégie de puissance de la RPC dans sa politique internationale s'approche de la théorie du « smart power »⁷ théorisée par Joseph Nye, que les autorités chinoises ont su adapter à leur culture.

2.1. « Hard », « soft » et « smart power »

Avant d'étudier la stratégie chinoise, il est important de définir ces notions de « hard », « soft » et « smart power ». Joseph Nye théorise le « hard » puis le « soft power »⁸ dès les années 1990. Le « hard power » (ou puissance dure ou coercitive) désigne la capacité d'un Etat à influencer le comportement d'autres Etats par des moyens coercitifs tandis que le « soft power » désigne la capacité d'un acteur politique à influencer le comportement d'un autre par des moyens non coercitifs. La première différence concerne en premier lieu le type d'acteurs. Si le « hard power » concerne avant tout les acteurs étatiques, le « soft power » peut aussi caractériser des organisations non étatiques (ONG, organismes internationaux) ou infra-

⁷ J. S. Nye, *The future of power*, New York, Public Affairs, 2012.

⁸ J. S. Nye, *Bound to lead: the changing nature of American power*, New York, Paperback edition, 1991.

étatiques (société civile). Les outils de puissance se répartissent ainsi : moyens économiques et militaires propres aux structures étatiques caractérisent plutôt le « hard power » tandis que l'utilisation de moyens intangibles comme l'opinion, la culture ou la diffusion d'idéologie caractérisent plutôt le « soft power ». Ce dernier est donc une forme d'incitation à un type de comportement alors que le « hard power » est de l'ordre de la contrainte. Ainsi, lorsque des états décident de sanctions économiques à l'égard d'un pays (Iran, Corée du Nord) cela relève de leur « hard power ». C'est l'importance de leur poids économique qui va affecter l'économie visée et contraindre les dirigeants à un changement de comportement. En revanche, le développement de l'image d'un pays, à l'instar de la Corée du Sud à l'échelle mondiale grâce à sa diplomatie de l'hallyu⁹, relève du « soft power ». Ces formes de pouvoir permettent d'analyser le rôle des différentes entités sur la scène internationale. Ainsi, les ONG, si elles ne disposent pas de moyens coercitifs, usent de leur influence médiatique et idéologique afin de faire valoir leurs visions et intérêts.

Le « smart power » est un concept plus récent. C'est Suzanne Nossel qui utilise en premier ce terme en 2004 dans un article¹⁰ de la revue américain « Foreign Policy ». A l'opposé de la politique extérieure pratiquée par l'administration Bush alors au pouvoir aux Etats-Unis, elle y défend l'internationalisme libéral, soutenant que « la diplomatie, l'aide internationale, le commerce et la diffusion des valeurs américaines ont un rôle aussi important que la puissance militaire »¹¹. Joseph Nye reprend à son tour ce concept en 2009 qui constitue, selon lui, une combinaison intelligente (ou « smart ») de la puissance dure et douce . Cette nouvelle forme du pouvoir « souligne la nécessité d'une armée forte, mais investit également massivement dans les alliances, les partenariats et les institutions à tous les niveaux »¹² dans le but d'étendre son influence et d'établir la légitimité de ses revendications. Joseph Nye explique que la puissance étatique ne peut être complètement « soft » ou « hard ». Théoriquement, un Etat au « soft power » développé sans capacité de se défendre militairement ne peut être considéré comme puissant. A l'inverse, un Etat au « hard power » important pourra réussir des opérations militaires, éviter certains conflits ou imposer ses vues sur la scène internationale à court ou moyen terme, mais ne pourra capitaliser politiquement sur ces « victoires » à plus long terme. Selon Nye, il s'agit donc de combiner de façon intelligente le « hard » et le « soft

⁹ Hallyu : aussi désignée sous le terme de « vague coréenne », ce concept désigne la popularité des produits culturels sud-coréens à partir des années 1990 ayant contribué à façonner une image positive de la Corée du Sud en Asie et plus largement dans le monde.

¹⁰ Suzanne Nossel, *smart power*, Foreign Policy, mars avril 2004.

¹¹ *Id.*

¹² J. S. Nye, *The future of power*. New York, Public Affairs, 2012.

power ». L'administration d'Obama s'inspire directement de cette stratégie pour conduire la politique extérieure américaine. Pour faire face à un monde où les crises s'accumulent « nous devons utiliser le « smart power », c'est-à-dire l'ensemble des outils à notre disposition, diplomatiques, économiques, militaires, politiques, légaux, et culturels, et choisir le bon outil, ou la bonne combinaison d'outils, en fonction de chaque situation »¹³. Cette « doctrine Obama » en politique étrangère a pu se traduire concrètement sur le volet militaire par diverses stratégies, « l'empreinte légère » (light footprint) notamment en Afrique, ou le « leadership en retrait » (leading from behind) en Libye. Ailleurs, comme en Europe, en Asie ou dans le Golfe, elle a reposé sur le recours aux alliés et l'approfondissement des partenariats stratégiques, avec la volonté non plus seulement de partager mais également de transférer une partie de la sécurité régionale aux alliés des Etats-Unis.

2.2. « Smart power » chinois

S'appuyant sur la culture confucianiste, la stratégie de puissance avancée par la RPC a évolué depuis les années 2000 pour s'approcher aujourd'hui du « smart power ».

Après avoir renié pendant de nombreuses années son héritage culturel (en particulier pendant la révolution culturelle), il est intéressant de voir que les autorités chinoises utilisent aujourd'hui certains principes moralistes confucéens pour définir leur stratégie de puissance. L'éthique humaine, sociale et politique développée par le philosophe chinois au Vème siècle avant JC dans les « Entretiens de Confucius », est fondée sur le respect d'un code moral comprenant des lignes de conduite. Ces lignes de conduite définissent un cadre dans lequel tous les hommes peuvent s'épanouir. Les valeurs de diversité et d'harmonie qui représentent l'équilibre entre le « yin » et le « yang » sont donc fondamentales pour le confucianisme. Depuis les années 2000, ces principes sont largement repris par les autorités chinoises qui mettent en avant la culture chinoise : « la culture chinoise, brillante et cinq fois millénaire, a contribué de façon immense au progrès de la civilisation humaine. Elle est le lien spirituel de notre héritage national, du dynamisme incessant de notre nation, la source de sa force de résistance face à des défis difficiles et un monde complexe »¹⁴. Initiés par Jiang Zemin lors de son rapport au XVIème congrès du PC en 2002, les thèmes d'harmonie et de diversité sont surtout mis en exergue par Hu Jintao qui évoque la nécessité politique de bâtir une « société harmonieuse »¹⁵. De même, en décembre 2003, dans son discours à l'université de Harvard, le

¹³ Hillary Clinton, *audition du ministre des affaires étrangères devant le Sénat*, 13 janvier 2009.

¹⁴ *XIIIème plan quinquennal de la culture*, 2006.

¹⁵ Hu Jintao, *Discours*, 19 février 2005.

premier ministre Wen Jiabao déclare que la Chine a pour but extérieur principal de « renforcer les relations d'amitié et de dissoudre les contradictions internationales sur la base de promotion du principe du précepte confucéen harmonie et diversité ». Xi Jinping, lui aussi reprend à son compte l'ensemble de ces notions, puisant plus encore dans l'histoire de la Chine la recherche permanente de l'harmonie dans la diversité avec le monde extérieur : « il nous faut favoriser le respect mutuel et la coexistence harmonieuse entre les différentes civilisations et faire des échanges et de l'inspiration mutuelle entre les civilisations un pont d'amitié entre les peuples, un moteur de progrès pour la société humaine et un trait d'union pour la paix dans le monde »¹⁶.

La politique étrangère de la RPC a connu deux évolutions majeures depuis le début des années 2000. De 2001 à 2008, Jiang Zemin puis son successeur Hu Jintao mettent en avant la recherche de « l'harmonie » dans les relations extérieures du pays. Puis, à partir de 2008 et plus encore 2012, Xi Jinping affirme la puissance de l'Empire du Milieu au risque de détériorer les rapports avec les autres états. En 2000-2001, conscient que son décollage économique et militaire peut inquiéter ses voisins, la RPC adopte une stratégie « d'évitement des conflits » dans la continuité de la doctrine de Deng Xiaoping : « fuir la clarté, chercher l'obscurité ». Il s'agit de développer « un discours et des méthodes diplomatiques susceptibles de désarmer plus efficacement les craintes extérieurs et donc d'améliorer l'image et l'efficacité de sa politique étrangère »¹⁷. Dans cette lignée, Jiang Zemin définit ainsi en 2002 le développement pacifique qui constitue encore aujourd'hui les cinq principes de la politique étrangère chinoise : le respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté, la non-agression mutuelle, la non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, l'égalité et les avantages mutuels et enfin la coexistence pacifique. La Chine se présente donc comme une force de proposition raisonnable, prônant des solutions « gagnant-gagnant » ou « bénéfiques pour tous ». Tout en restant favorable à la multipolarisation du monde, la Chine s'investit dans les organisations multilatérales en particulier dans le domaine de la sécurité (ONU, Corée du Nord, Organisation de Coopération de Shanghai, Asean Regional Forum).

A partir de 2008, les discours de Hu Jintao évoluent d'abord prudemment vers une implication plus importante de la RPC sur la scène internationale. Ainsi, le XVII^{ème} congrès du PC chinois en octobre 2007 met en avant la primauté du « yousuo zuozwei » (littéralement

¹⁶ Xi Jinping, *discours au siège de l'Unesco à Paris*, 27 mars 2014.

¹⁷ J.P. Cabestan, *La politique étrangère de la Chine entre intégration et volonté de puissance*. Paris, Presses de Sciences Po, page 69.

« apporter sa contribution avec enthousiasme » sur le « taoguang yanghui » (littéralement « fuir la lumière et chercher l'obscurité ») cher à Deng Xiaoping. Mais c'est à partir de 2012 et l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping que cette affirmation de puissance s'accélère. Tout en conservant une bonne partie du langage diplomatique de ses prédécesseurs, dont les notions de développement pacifique et de gagnant-gagnant, le président actuel emploie désormais un nouveau vocabulaire : « rêve chinois d'un pays puissant » », « renaissance de la nation » ou « nouveau type de relations entre grandes puissances ». L'évolution du langage s'est aussi accompagnée d'une véritable métamorphose du style des dirigeants et diplomates chinois. Alors que dans les années 90, les dirigeants chinois hésitaient rarement, en visite officielle à l'étranger, à s'emporter en public lorsque leurs exigences n'étaient pas respectées, leurs successeurs réagissent de manière plus calme à ces protestations. Introduits pas le couple Hu Jintao/Wen Jiabao dans le but de démontrer le caractère pacifique de l'ascension de la Chine, ce style a été maintenu par XI Jinping et Li Kéqiang. L'épouse même du président chinois, Peng Liyuan, chanteuse de variété, « a grandement contribué à accroître la popularité et à adoucir l'image de son mari »¹⁸. Mais, s'ils se montrent plus urbains et civilisés, les responsables et diplomates chinois ne sont pas pour autant plus enclins à dire « oui ». Car « les menaces de rétorsions commerciales, prononcées à demi-mot, ont désormais acquis une bien plus grande efficacité que les emportements dignes de l'opéra de Pékin »¹⁹. Au bilan, dans leur style comme dans leur discours, les nouvelles autorités chinoises se veulent toujours rassurantes en déclarant que la Chine est « un lion pacifique, sympathique et civilisé »²⁰, mais s'affichent aussi plus disposés à « combattre et gagner les guerres »²¹. Comme l'explique le sinologue français Cabestan, « à l'image des autres grandes puissances, et notamment des Etats-Unis, la Chine est de plus en plus tentée de manier alternativement ou simultanément la carotte et le bâton »²² suivant les choix de politiques développées *infra*. Finalement, il s'agit, ni plus ni moins d'une stratégie de « smart power » mais, poursuit Cabestan, « la forme des outils reste assez différente de ceux utilisés par les américains ».

En effet, malgré son incontestable puissance et à l'inverse des américains, la RPC ne souhaite pas se présenter comme un pays hégémonique. Car la Chine est restée profondément marquée par les guerres menées par des états étrangers sur son propre territoire. D'abord les deux guerres de l'opium (de 1839 à 1842 puis de 1856 à 1860) infligées par les puissances de

¹⁸ Julie Desné, *Peng Liyuan, la Carla Bruni chinoise*, Le Figaro, vendredi 16 novembre, p 20

¹⁹ Jean Pierre Cabestan, *op. cit.*, page 106.

²⁰ Xi Jinping, *discours à l'Élysée*, Paris, 27 mars 2014.

²¹ *Id.*

²² Jean Pierre Cabestan, *op. cit.*, page 67.

l'époque, Angleterre et France ont précipité le déclin de l'Empire du Milieu. Puis les invasions japonaises commencées dès 1931 et poursuivie pendant la deuxième guerre mondiale constituent encore aujourd'hui des sources de tensions entre des deux pays asiatiques. Les historiens chinois évoquent ainsi « un siècle d'humiliation » (1840-1949) imposée par l'intervention de l'Occident. Si la Chine prend aujourd'hui sa revanche, elle ne souhaite pas pour autant imposer sa puissance à l'instar du comportement des états dominants, européens au 19^{ième} siècle, américain aujourd'hui. D'où sa politique étrangère très pragmatique de non-ingérence dans les affaires internes des pays étrangers illustrée par le consensus de Pékin. Le consensus de Pékin décrit la diplomatie et le modèle de développement proposé par la RPC, en particulier auprès des pays en voie de développement, notamment en Afrique. L'Occident et la Chine ont en effet des positions très différentes sur les besoins et méthodes pour soutenir le développement de ces pays. Le consensus de Pékin s'oppose ainsi au consensus de Washington qui défend le libre-échange, la lutte contre la corruption, la transparence, les droits civiques et la démocratisation, ainsi que la défense des droits de l'homme. De son côté, l'approche diplomatique chinoise privilégie la non-ingérence (indépendance pour les affaires internes) de tout pays, ainsi qu'un développement « à la chinoise » : structurel (chemins de fer, ports, barrages, etc) et économique d'abord (industrie, mines, pétrole), puis éventuellement civique. Loin de toute prétention hégémonique, cette politique étrangère cherche donc avant tout l'efficacité comme l'illustre la maxime de Deng Xiaoping : « peu importe que le chat soit blanc ou noir, s'il attrape la souris, c'est un bon chat ». S'inspirant de nouveau des thèmes confucéens, ce refus de l'hégémonisme s'exprime aussi dans la recherche de l'harmonie et du respect mutuel entre les pays. Xi Jinping, le président chinois, déclare ainsi qu'il faut « promouvoir la démocratie dans les relations internationales et rejeter toute domination par un ou plusieurs pays. Tous les pays devraient façonner ensemble l'avenir du monde, élaborer les règles internationales, gérer les affaires mondiales et veiller à ce que les fruits du développement soient partagés entre tous »²³.

Par ailleurs, le « smart power » chinois se distingue du « smart power » américain par sa stratégie dite de contournement. Alors que la culture occidentale privilégie des jeux comme les échecs, qui postulent un affrontement direct visant la défaite de l'adversaire, la culture chinoise favorise une approche indirecte, le jeu de Go en étant l'exemple par excellence. Dans ce jeu, le succès ne s'y obtient pas d'un coup ou en vertu d'un déplacement ; il résulte d'une multitude d'actions aux objectifs variés. La victoire ne se traduit pas par une domination

²³ Xi Jinping, *Discours lors du forum économique à Davos*, 18 janvier 2017

incontestée mais plutôt par un partage avantageux du territoire. Ce qui importe dès lors est l'action indirecte. « Le jeu de go fondé sur l'encerclement s'oppose donc au jeu d'échecs en occident basé sur la confrontation et l'élimination directe de l'adversaire »²⁴. La Chine applique directement cette doctrine dans de nombreux domaines. Par exemple, dans sa politique de voisinage décrite *infra*, la Chine manœuvre stratégiquement ses « pions », pour user ses adversaires, jouer de leurs propres contradictions, ou suggérer la force sans jamais la montrer. Cette stratégie rappelle évidemment les théories Sun Tzu selon lequel « l'art de la guerre, c'est de soumettre l'ennemi sans combat »²⁵. C'est aussi une des pistes pour comprendre l'intérêt soudain des autorités chinoises pour le « soft power » car, comme le déclare Jiang Zemin dès 2002 « il faut résoudre les conflits par le dialogue et la coopération et non pas par le recours à la force ou à la menace militaire »²⁶. Ainsi, par exemple, la promotion du multilatéralisme à travers la participation active et l'insertion dans les instances internationales (OMC, ONU, ASEAN) « constitue d'abord et surtout une façon de réduire l'influence des autres puissances, avant d'être une volonté de défendre l'idéal des organisations internationales ou de la sécurité collective »²⁷. Conscient qu'elle ne peut pas encore dépasser directement les USA, la Chine pratique donc ce que certains théoriciens ont appelé le « soft balancing » pour contester la puissance américaine. Cette stratégie prend souvent la forme du recours à la diplomatie, aux institutions internationales, au droit international voire aux pressions économiques. Il ne permet pas en général de freiner ou de contrer la superpuissance américaine, mais bien de rendre sa tâche plus complexe et le coût politique ou financier plus élevé.

Au bilan, le « smart power » s'inscrit dans la théorie du « comprehensive national power » développée dans les années 1990. Selon certains chercheurs chinois, la puissance globale d'un pays peut se mesurer à partir d'un calcul numérique qui prend en compte l'ensemble des forces matérielles et spirituelles qu'il possède, que celles-ci soient internes ou découlent de son influence internationale, dans les domaines liés au « soft » comme au « hard power ».

²⁴ Pierre Picquart, *La Chine: une menace militaire*, Lausanne, Favre, 2013, p 63

²⁵ Sun-tzu, *L'art de la guerre*. Paris, Flammarion, 2009.

²⁶ Jiang Zemin, *discours lors du XVIème congrès du parti communiste*, 2002.

²⁷ Tanguy Struye de Swieland, *la Chine et le « soft power » : une manière douce de défendre l'intérêt national*, mars 2009.

2.3. Applications du « smart power »

La RPC met en application cette stratégie de « smart power » dans sa politique étrangère. Il est par exemple intéressant d'analyser sa politique de voisinage, ses relations avec les Etats-Unis et les pays en développement.

Dans ses relations avec ses voisins maritimes ou continentaux, l'attitude de la Chine se montre ambivalente car la RPC favorise de nombreux échanges au travers d'organisations régionales notamment mais se montre également inflexible sur certains sujets.

Dans cette politique de voisinage, les relations avec Taiwan occupent une place très particulière car, pour la RPC, l'île fait partie intégrante de la Chine. Ses dirigeants considèrent en effet que la nation chinoise est unique selon le principe « un Etat, deux systèmes ». Pékin adopte la même position pour les îles de Pratas, considérant que cet archipel fait partie de son territoire indivisible. Une loi anti sécession votée en 2005 autorise le recours à la force pour la récupérer. Néanmoins, depuis le changement de parti au pouvoir à Taiwan en 2008, les relations politiques et de sécurité se sont considérablement améliorées. Les dirigeants des deux parties sont ainsi parvenus à un accord sur la promotion du développement pacifique, selon le principe « l'économie d'abord, la politique plus tard ». En reconnaissant officiellement la particularité de Taiwan et en acceptant que la « démocratie taiwanaise » n'est pas un obstacle à la réunification, les autorités chinoises ont fait un pas de plus en faveur de la fin d'un ancien conflit. La dernière réunion, en novembre 2015 à Singapour, entre les présidents taiwanais Ma Ying-jeou et chinois Xi Jinping témoignent de ce réchauffement diplomatique souhaité par la RPC. Si la situation reste toujours tendue, notamment à cause des liens militaires étroits de Taiwan avec les Etats-Unis, les conflits entre Taipei et Pékin ont tendance à s'estomper, grâce aux gestes d'ouverture et de séduction de la Chine envers Taiwan. De nombreux opposants voient dans ce resserrement des liens économiques entre les deux entités, une stratégie de contournement de la RPC pour créer une situation de dépendance économique et restreindre ainsi l'autonomie politique et culturelle de Taiwan.

La politique étrangère menée en mer de Chine du Sud illustre également parfaitement cette stratégie de « smart power », maniant le bâton et la carotte. Côté bâton, depuis 2009, et les revendications du Vietnam pour étendre leur ZEE (zone économique exclusive), les territoires maritimes dans cette région sont devenus sources de nombreuses tensions. En avril 2012, la RPC et les Philippines ont connu une grave crise autour du récif de Scarborough disputé par des bâtiments de pêche des deux états. La position des îles Diaoku/Senkaku revendiquées par

la RPC et le Japon a aussi fortement ravivée les nationalismes entre les deux puissances asiatiques, notamment en septembre 2012. L'ancien premier ministre chinois, Wen Jiabao, a alors prévenu que « les îles Diaoyu sont partie intégrante du territoire chinois. Sur les questions concernant la souveraineté et les territoires, le gouvernement et le peuple chinois ne céderont jamais un centimètre carré ». Les îles Spratley et Paracels sont également très disputées entre les différents voisins de la Chine et notamment par le Vietnam, comme en témoignent les violences commises au Vietnam à l'encontre d'intérêts chinois suite à la construction d'une plate-forme pétrolière par la RPC au large des Paracels. Néanmoins, côté carotte, malgré toutes ces tensions, la RPC entretient des relations très étroites avec tous ces pays, notamment dans le domaine économique. En 2016, les échanges entre la Chine et l'ASEAN ont atteint 600 milliards de dollars et sont prévus d'augmenter jusqu'à 1000 milliards. Li Keqiang affirme à ce titre, que la Chine « donnera la priorité à l'ASEAN dans ses relations avec sa périphérie »²⁸. Et plus encore, en construisant « un partenariat transpacifique qui bénéficiera à toutes les parties »²⁹, les autorités chinoises entendent développer « la nouvelle route de la soie maritime ». Pékin adopte donc une politique d'approche coopérative multilatérale pour défendre ces échanges économiques. La Chine est partie prenante dans plusieurs organisations dont en particulier le Forum régional de l'ASEAN (ARF), une organisation multilatérale informelle spécialiste des questions de sécurité dans la région de l'Asie-Pacifique. « Pour ces raisons [et malgré les tensions extrêmes évoquées *supra*], la Chine n'aurait aucun intérêt à modifier sa politique de bon voisinage vis-à-vis de l'Asie du Sud-Est »³⁰ défend un professeur à la faculté des relations internationales de l'université de Pékin. Pour Jean Pierre Cabestan, il s'agit plus précisément « de marginaliser ces différends par le renforcement de la coopération économique et le commerce »³¹. Les enjeux de la mer de Chine méridionale sont essentiels pour la Chine car, outre la réserve d'hydrocarbures et de pêche, son contrôle permet de sécuriser le commerce maritime qui représente plus de 80 % de ses échanges. Le développement du contrôle de Pékin sur cette région est donc indissociable du concept de « collier de perles » assuré soit par des partenariats économiques (par exemple port de Hambantota sur l'île de Sri Lanka) soit par une politique du fait accompli (par exemple île de Woody proche de l'archipel contesté des Paracels ou les nombreuses îles artificielles construites). Dans sa politique maritime en Asie

²⁸ Li Keqiang, *discours au sommet Chine-ASEAN*, 5 septembre 2013.

²⁹ Xi Jinping, *discours devant le parlement indonésien*, 3 octobre 2013.

³⁰ Yang Baoyun, *la politique étrangère de la Chine : une nouvelle étape ?*, article dans lettre n°6 de l'IRSEM, 2014.

³¹ Jean Pierre Cabestan, *op. cit.*, page 90.

du sud-est, la Chine déploie donc son « soft » comme son « hard power » pour défendre sa grande stratégie.

Dans leurs relations avec l'Inde comme avec les pays de l'Asie centrale, la Chine utilise également tous ses leviers de pouvoir pour imposer ses intérêts. Les deux géants démographiques d'Asie connaissent de nombreux différends territoriaux (région de l'Aksai Chin au Cachemire, glacier Sachien, frontière sino-indienne entre le Népal et le Bouthan) qui ne sont toujours pas résolus. Les tensions restent donc nombreuses comme l'illustrent les mouvements de troupes militaires qui ont eu lieu le long de la frontière commune en avril 2013. Par ailleurs, ces deux puissances sont en concurrence au travers des sphères d'influence rivales : Pakistan, Sri Lanka et Népal côté Chine contre Vietnam et Tibet côté Inde. Mais, à partir des années 2010, l'Empire du Milieu, enfin conscient du potentiel de l'Inde, tend à converger et coopérer sur un nombre croissant de sujets, notamment au sein du forum des pays émergents. D'où les visites récentes en Inde du premier ministre Li Keqiang en mai 2013 puis du président Xi Jinping en septembre 2014. Ces deux visites ont notamment permis d'accélérer les échanges économiques et ainsi d'instaurer un dialogue propice au règlement pacifique des problèmes territoriaux. Concernant les pays d'Asie centrale, la Chine a surtout usé de son « soft power » pour développer « la nouvelle route de la soie » continentale. Pour faire valoir ses intérêts, la Chine a créé l'OCS (comprenant cinq états eurasiatiques) qui offre un cadre multilatéral à des actions qui sont avant tout bilatérales. Cette organisation « attrape tout » a notamment permis de délimiter les frontières territoriales signées entre Kazakhstan, Kirghistan, Tadjikistan et Russie d'un côté, Chine de l'autre. Elle est également reconnue pour ses succès économiques puisque la RPC est devenue en dix ans le premier partenaire commerciale de l'Asie centrale. La réussite la plus spectaculaire concerne enfin la construction du gazoduc sino-centrasiatique qui part du Turkmenistan pour rejoindre le Xinjiang. Avec la mise en place de l'OCS, cette politique de voisinage en Asie centrale constitue sans nul doute l'un des plus grands succès du « soft power » chinois car « en deux décennies et avec très peu d'avantages symboliques et matériels de départ, la Chine a réussi à projeter sur l'Asie centrale une identité qui la sinise »³².

Deuxièmement, pour la Chine, la relation avec les Etats-Unis est primordiale car, première puissance économique, politique et militaire du monde, l'Amérique a toujours constitué pour de nombreux chinois à la fois un modèle et un rival évidents. Aujourd'hui et

³² Marlène Laruelle et Sébastien Peyrouse, *l'impact de la Chine sur les transformations spatiales et sociales centrasiatiques*, Herodote n°150, septembre 2013.

depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, la Chine, « en quête de parité stratégique avec les Etats-Unis »³³, met en œuvre son « hard » et son « soft power » pour établir un « nouveau type de relations entre grandes puissances »³⁴. En matière de politique étrangère, le deuxième mandat d'Obama est marqué par le « pivot asiatique », qui conduit à un rééquilibrage des efforts américains vers l'Asie. Ce changement stratégique profond est perçu comme une menace par les chinois. Pékin estime, par exemple, que Washington encourage le Japon, le Vietnam et les Philippines dans leurs revendications territoriales en mer de Chine méridionale. Ainsi, de nombreux intellectuels chinois pensent que « la politique présentée comme un « retour » en Asie-Pacifique adoptée par l'administration du Président Obama dès le début de son premier mandat, a marqué le début d'une campagne de contournement qui s'est efforcée de rallier l'ASEAN, Tokyo, New-Delhi et Canberra à la cause du « containment » de la Chine »³⁵ et les autorités chinoises soutiennent des formules agressives telles « l'Asie aux Asiatiques »³⁶. Le soutien américain à Taiwan, récemment réitéré par Donald Trump, conduit également à des manœuvres militaires ostensibles par les chinois. Certains incidents militaires entre les deux armées rappellent à ce titre la volonté forte de la Chine de montrer sa puissance. Citons par exemple, en décembre 2013, la manœuvre d'urgence de la frégate Cowpen face à une cinématique agressive d'un bâtiment chinois ou l'interception périlleuse d'un avion de surveillance américain type Poseidon par un chasseur chinois. Sans être formellement attribuées à la Chine, les attaques cyber subies par les entreprises américaines sont aussi l'objet de nombreuses tensions. Pendant le premier semestre 2013, la société Mandiant a publié un rapport analysant 41 attaques virales commises par une unité de l'APL contre les intérêts stratégiques américains, incluant notamment une photographie du bâtiment banalisé d'où opérait cette unité, dans les nouveaux quartiers de Shanghai. En 2015, la justice américaine a alors poursuivi en justice cinq officiers chinois accusés de cyberattaques. Enfin, les nombreuses réserves en dollars détenues par les banques chinoises constituent une véritable arme monétaire. Début 2010, afin de protester contre d'importants contrats de ventes d'armes américaines à Taiwan, Pékin a vendu près de 4,5% de ses bons de trésor américain. Mais, cette mesure coercitive s'est montrée finalement sans effet car l'interdépendance des économies chinoises et américaines impose une concertation voire un partenariat entre les deux géants : les Chinois économisent de l'argent qu'ils prêtent aux américains sous forme de

³³ Mathieu Duchâtel, *la politique étrangère de la Chine sous Xi Jinping*, Herodote n°150, septembre 2013.

³⁴ Xi Jinping, *Discours lors d'une visite officielle aux Etats-Unis (Californie,)* en août 2013.

³⁵ Yang Baoyun, *op. cit.*

³⁶ Xi Jinping, *Discours lors du quatrième sommet de la conférence pour l'interaction et mesure de confiance en Asie (CICA)*, Shanghai, mai 2014.

bons du trésor afin que ces derniers puissent continuer à acheter leurs produits. Les autorités chinoises sont donc contraintes, dans une certaine mesure, de négocier avec les USA. Les terrains d'entente concernent notamment la lutte contre le terrorisme, la problématique environnementale (accord inédit sur le climat en novembre 2014 et ratification commune de l'accord de Paris en septembre 2016) ou des dossiers comme la Corée du Nord. Le « soft power » chinois s'est également manifesté lors de la visite officielle aux Etats-Unis de Xi Jinping en 2013. Avant de rejoindre le sol américain, le président chinois s'est rendu en Amérique centrale, au Mexique puis au Costa Rica, défiant implicitement la superpuissance dans son arrière-cour. « Le message indirect [de ses visites] aux diplomates était clair : même aux portes de l'oncle Sam, l'influence de la Chine sera désormais présente »³⁷. Rappelons par ailleurs que l'entreprise chinoise HKND est en charge de la construction d'un canal de Panama bis au Nicaragua afin de concurrencer le canal actuel trop largement contrôlé par les Etats-Unis. Au bilan, « les relations entre la Chine et les Etats-Unis restent marquées par un mélange quasi inséparable de coopération [économique] et de confrontation [concurrence politico-militaire en Asie] »³⁸. Ainsi, la Chine, pas encore assez forte dans tous les domaines, pratique une stratégie indirecte de « smart power » pour réduire la puissance américaine soit par des postures militaires agressives en mer de Chine du sud, soit par l'intermédiaire d'alliances (OCS, ASEAN + 3, pays émergents) et de projets économiques (traité de libre-échange, routes de la soie continentale et maritime).

Enfin, il est intéressant d'étudier la politique étrangère de la Chine à l'égard des pays en développement car, de nouveau, l'attitude de l'Empire du Milieu utilise les deux leviers du pouvoir, « durs » comme « doux », pour servir sa stratégie. Forte de sa tradition de pays non aligné, la Chine a longtemps prétendu qu'elle appartenait au tiers monde. Aujourd'hui, elle continue de revendiquer sa qualité de « pays en développement », appellation qu'elle utilise désormais de manière générale pour désigner les états du Sud, par opposition aux occidentaux. Depuis les années 2000, la Chine a considérablement renforcé son action diplomatique car elle lui donne cette image de pays en développement, permet de rallier des partisans dans les organisations internationales, contribue fortement à sécuriser l'approvisionnement en matières premières et en produits agricoles et enfin ouvre de nouveaux marchés pour les entreprises chinoises. Pour atteindre ces objectifs, la RPC mise d'abord et surtout sur le « soft power ». Ainsi, pour promouvoir ses relations avec les pays en

³⁷ Pierre Picquart, *op.cit.*, page 102

³⁸ Jean Pierre Cabestan, *op.cit.*, page 67.

développement, les autorités chinoises mettent en scène l'histoire et la figure de l'amiral Zheng He, célèbre pour ses navigations jusqu'en Afrique réalisées au XVI^{ème} siècle qui a « apporté au peuple africain un message de paix et de bonne volonté, sans épées, sans armes, sans pillage et sans esclavage »³⁹. La Chine se présente ainsi comme un puissant allié du sud, différent des ex empires coloniaux : « le statut de grande puissance de la Chine est le pilier le plus important des politiques de l'Amérique latine à l'égard de la Chine. Les pays d'Amérique latine ont pris conscience du fait que la Chine, en tant que seul pays en voie de développement ayant un siège permanent au conseil de sécurité de l'ONU, joue un rôle essentiel dans la préservation[...] des intérêts des pays en voie de développement »⁴⁰. La RPC multiplie donc ses échanges économiques, notamment en Afrique, passant entre 2000 et 2012 de 12 à 200 milliards de dollars. Elle apporte une aide financière conséquente (4,8 milliards de dollars en 2012), construit de nombreuses infrastructures et importe du pétrole et des matières premières. La Chine est également très présente au sein des réunions internationales sud-sud comme le forum des pays émergents ou le sommet triennal Chine-Afrique mis en place à partir de 2008. Il est enfin intéressant de constater que la réussite économique de la Chine et son modèle de développement autoritaire fondé sur le « consensus de Pékin » exercent un réel pouvoir d'attraction car ils se sont diffusés au Congo, en Ethiopie ou au Cameroun (Ateba Eyene, 2010). Mais la politique chinoise sait aussi s'adapter, en cas de nécessité, pour utiliser sa puissance « dure ». Les pressions exercées par Pékin sur le régime d'Al Bachir pour accepter une force d'interposition ONU-Union africaine en 2007 au Darfour ou le rôle joué en 2012 par la Chine dans les négociations entre Khartoum et Djouba pour rouvrir l'oléoduc entre les deux Soudan illustrent ces capacités de coercition. Par ailleurs, contrairement à l'aide européenne, l'aide chinoise aux pays en développement reste pour grande partie conditionnée (il s'agit donc bien de « hard power » suivant la définition de Nye) à la commande de travaux chinois. De même, la diplomatie dite du « carnet de chèque » a été souvent mise en œuvre pour gagner des suffrages au sein des organisations internationales. Cette forme de chantage financier a été très utilisée dans les années 2000 pour évincer Taiwan de ses prétentions d'indépendance. Tous ces exemples de « hard power » mettent en exergue les capacités d'adaptation de la puissance chinoise plus orientée vers le « soft power » dans ses relations avec les pays en développement.

³⁹ Hu Jintao, *discours à Pretoria*, 2007.

⁴⁰ *Groupe de travail de l'Amérique latine de l'institut chinois de relations internationales contemporaines*, avril 2004.

Affirmant son statut de puissance globale, la Chine use sans complexe des deux formes de pouvoir définies par Joseph Nye, « hard power » mais aussi « soft power » qu'elle a fortement développée ces dernières années. En ce sens, elle pratique dans sa politique étrangère un véritable « smart power » adapté à sa culture. Malgré des succès incontestables, cette stratégie rencontre néanmoins certaines limites liées à la nature même de ce régime autocratique.

III. Limites du « smart power » chinois

En effet, handicapée par les faiblesses structurelles du « soft power » chinois, la mise en œuvre de ce « smart power » peut conduire à des incohérences dans la politique extérieure de la RPC et se montre inefficace pour limiter l'impact des difficultés internes du pays.

3.1. Les faiblesses structurelles du « soft power » chinois

Centralisée par l'Etat, le « soft power » chinois montre certaines limites car il ne bénéficie d'aucun relais indépendant, s'appuie sur une politique nationaliste controversée et les nombreuses difficultés internes que traverse le pays altèrent fortement sa légitimité.

Compte tenu de son régime autocratique, seule la RPC organise et met en œuvre le « soft power ». Contrairement aux pays occidentaux dont en particulier les Etats-Unis, aucun acteur extérieur réellement indépendant ne participe à sa politique d'influence. En effet, en premier lieu, les médias chinois sont étroitement contrôlés par le pouvoir. Ainsi, les médias principaux (la télévision CCTV, l'agence de presse Xinhua et le Quotidien du peuple) relaient la voie officielle du gouvernement. Les journalistes chinois doivent respecter de nombreuses règles sous peine de perdre son poste. Par exemple, la dernière directive du 30 juin 2015 stipule que ces derniers ont l'interdiction de communiquer les informations qu'ils recueillent à des médias étrangers. Ils ne peuvent pas non plus écrire dans un autre média que celui qui les emploie. La dernière visite de la rédaction du Quotidien du peuple par le président chinois Xi Jinping, le 19 février 2015, témoigne de la volonté renforcée et assumée de mainmise du pouvoir contre toute velléité d'indépendance des reporters car, forts « d'une loyauté absolue [...], ils doivent aimer le Parti, protéger le parti, et s'aligner étroitement avec la direction du Parti dans les idées, les choix politiques et les actions ». De même, l'interdiction ou du moins la limitation très stricte des ONG (organisation non gouvernementale) prive l'Etat d'un moyen d'influence aujourd'hui indispensable. Enfin, la culture, dont en particulier le cinéma, est très surveillée. Car, malgré ses succès marqués par de nombreuses récompenses rappelées dans le paragraphe

1.3, le cinéma indépendant, né en marge de la production officielle, reste lourdement censuré par les autorités. Ainsi, le film *le Cerf-volant Bleu* de Tian Zhuangzhuang, présenté au Festival de Cannes en 1993, sans l'aval des autorités chinoises, a valu au cinéaste une interdiction de filmer pendant près de dix ans.

Or, en contrôlant ces différents acteurs de la société civile, la RPC se prive de relais de « soft power » efficace. Car, dans la mesure où ils sont assujettis à l'Etat, ils manquent de crédibilité et ainsi leur capacité d'influence est nettement réduite. La mise en place du classement mondial pour la liberté de la presse illustre et renforce ce sentiment de défiance envers les médias chinois car, selon le dernier classement édité par « Reporters sans frontières » en 2016, la Chine se classe 176ième sur 180 pays. Joseph Nye explique par ailleurs que « en complément de sa contribution à la bonne volonté et à l'image du pays, les sources non-gouvernementales de la puissance douce peuvent parfois compenser les politiques impopulaires du gouvernement »⁴¹. Et l'auteur américain prend l'exemple de l'invasion de l'Irak par l'armée américaine en 2003, décision largement impopulaire aussi bien à l'étranger qu'aux Etats-Unis. Cette guerre a été fortement critiquée notamment par les grands médias américains, ce qui a eu pour effet de sauvegarder une partie de l'image positive et de l'attractivité de la première puissance mondiale. De tels contre-pouvoir n'existent pas en Chine et ne peuvent donc pas compenser des décisions politiques extérieures jugées trop négatives par d'autres pays.

En effet, le pouvoir d'attractivité d'un pays s'appuie également sur une certaine légitimité de sa politique étrangère. Or, la Chine pratique une politique très nationaliste qui sert avant tout ses intérêts mais finalement dessert son « soft power ». Sa politique expansionniste en mer de Chine méridionale en est le parfait exemple. En mai 2014, la mise en place d'une plateforme pétrolière par la Chine dans les eaux disputées par le Vietnam a conduit à des émeutes très violentes dans le pays contre les intérêts chinois occasionnant un mort et plusieurs blessés. Cet évènement a profondément altéré tous les efforts menés par la Chine en Asie du Sud-Est pour améliorer son image, notamment par la création d'instituts Confucius. De même, pour le volet économique, la politique très agressive de la RPC cristallise les oppositions contre le « made in China ». Les pays étrangers dénoncent souvent le « dumping social » pratiqué par les entreprises chinoises pour baisser les prix et conquérir de nouveaux marchés. C'est le cas, par exemple, pour la production d'acier en Europe qui, victime de la concurrence chinoise a

⁴¹ Joseph Nye, *the limits of Chinese Soft Power*, 10 juillet 2015.

perdu près de 40000 emplois ces dernières années. D'où les manifestations importantes des acteurs européens de la sidérurgie en février 2016, à Bruxelles pour pousser l'Union Européenne à prendre les mesures idoines contre cette concurrence jugée déloyale. En outre et surtout, le fondement même de cette politique étrangère ne correspond pas aux normes internationales partagées par la communauté internationale. En effet, malgré une certaine attirance de quelques pays pour le modèle chinois au regard de son incontestable succès économique, le consensus de Pékin qui privilégie la réussite économique au détriment notamment des aspects politiques ne remporte pas l'adhésion de tous. La question du respect des droits de l'homme en Chine constitue à ce titre un sujet fondamental qui nuit fortement à l'image de la Chine. La RPC est ainsi régulièrement rappelée à l'ordre par les instances internationales. Récemment, en septembre 2016, à Genève, le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies a mis en cause le gouvernement chinois en raison de multiples violations des droits de l'homme, en particulier au Tibet et au Xinjiang. Les ONG sont aussi très actives. Le rapport 2014 de l'influente ONG China Human Rights Defenders (CHRD) basée à Hongkong est à ce titre accablant pour l'image de la Chine car il affirme que l'appareil répressif sous Xi Jinping est le « pire depuis le milieu des années 90 », notamment « en matière d'abus visant à réduire au silence, intimider et punir ceux qui se battent pour la protection des droits de leurs concitoyens chinois ».

Troisièmement, le « soft power » chinois pâtit des difficultés internes rencontrées par le pays. L'Empire du Milieu doit en effet faire face à des défis d'ampleur comme la lutte contre les inégalités, l'exode rural, la corruption ou encore la crise environnementale. Malgré son développement économique spectaculaire, la Chine possède encore de nombreuses lacunes pour protéger ses concitoyens. Ainsi, le séisme en 2008 au Sichuan a mis en exergue la relative impuissance de l'Etat chinois pour faire face à cette catastrophe d'ampleur. Constatant ces difficultés, les parlementaires suédois ont alors critiqué la mise en place du premier institut Confucius dans leur pays, symbolisant la préférence de l'Etat chinois pour promouvoir son image au détriment de la sécurité de ses citoyens. Malgré son impact limité, cet évènement met en exergue un point important concernant le décalage potentiel entre l'image souhaitée par le gouvernement chinois (par l'intermédiaire des instituts Confucius) et l'image effectivement retenue par les parlementaires suédois (incapacité de l'Etat chinois à protéger ses citoyens). Comment, en effet, être séduit par les notions d'harmonie, de développement pacifique ou encore le « grand rêve chinois » alors que 80 millions de chinois vivent encore sous le seuil de pauvreté dans des villes surpeuplées et très polluées ? Malgré les

progrès incontestables de la RPC dans les domaines sociaux, le « soft power » chinois reste donc entaché par cette image encore négative des conditions de vie en Chine.

3.2. Incohérence dans sa politique étrangère

L'application du « smart power » peut conduire à certaines contradictions dans la politique étrangère de la Chine et met en évidence l'incohérence de sa doctrine de non intervention.

En premier lieu, la politique de voisinage de la Chine peut manquer parfois de cohérence dans ses objectifs. D'un côté, la RPC souhaite entretenir des relations harmonieuses et apaisées avec ses voisins pour développer en particulier ses échanges commerciaux. D'où sa participation aux nombreuses organisations régionales dont l'ASEAN + 3 et les initiatives conduites pour améliorer son image (institut Confucius, visites diplomatiques). D'un autre côté, elle se montre sans concession dès lors que le pays estime que sa sécurité est en jeu. Or, aux yeux du régime autoritaire, les enjeux de sécurité liés à sa politique de voisinage sont nombreux : dépendance énergétique, intégrité territoriale (Taiwan, mers de Chine orientale et méridionale), terrorisme islamique (Asie centrale), protection du flux commercial, Corée du Nord. L'expansionnisme maritime de la Chine en Asie du sud-est jusqu'à « la ligne des neuf traits » répond à ces logiques de sécurité (sécurisation des voies maritimes, exploitation des gisements d'hydrocarbures sous-marins pour réduire la dépendance énergétique). Mais, inquiétant les pays riverains, cet hégémonisme pousse ces pays au réarmement : le Vietnam a acquis 6 sous-marins en 2013, le Japon augmente ses budgets de la défense pour la 5^{ième} année consécutive, les Philippines et la Malaisie conduisent une modernisation profonde de leurs marines. Cette politique provoque également le renforcement de la présence des Etats-Unis en Asie-Pacifique (« pivot asiatique ») et de ses accords de défense avec ses alliés (Japon, Philippines, Corée du Sud). Au bilan, la politique de la RPC en Asie du sud-est produit l'effet inverse escompté, *ie* détériore la sécurité de la région et de la Chine et « pourraient même avoir des conséquences économiques, notamment sur les échanges commerciaux, mettant en péril la présence des grandes entreprises dans la région »⁴². Cabestan estime donc que « optant pour l'affirmation de puissance plutôt que le gel des différends territoriaux, la politique de sécurité de la Chine en Asie du sud-est a échoué »⁴³.

⁴² Pierre Picquart, *op. cit.*, page 26.

⁴³ Jean Pierre Cabestan, *op. cit.*, page 67.

La politique africaine de la Chine montre également quelques ambiguïtés. Les intérêts chinois dans la région sont principalement liés à l'approvisionnement de ressources en matières premières. Afin de préserver ses intérêts dans la durée sur ce continent, la Chine soigne son image. D'où, par exemple, la mise en scène de la figure de l'amiral Zheng He par les autorités chinoises : « Il y a 600 ans, Zheng He, un célèbre navigateur chinois de la dynastie Ming, était à la tête d'un important convoi qui a traversé l'océan et atteint la côte est-africaine quatre fois. Ils ont apporté au peuple africain un message de paix et de bonne volonté, sans épées, sans armes, sans pillage et sans esclavage. Durant plus de 100 ans au cours de l'histoire de la Chine moderne, le peuple chinois a été soumis à l'agression coloniale et à l'oppression des puissances étrangères et il est passé par une souffrance et une agonie similaires à ce que la majorité des pays africains ont enduré »⁴⁴. Comme l'explique le sinologue Michael Bar « cette initiative vise d'abord à établir des expériences communes de la colonisation occidentale avec d'autres états, puis à renforcer l'idée selon laquelle la puissance chinoise est différente des grandes puissances (occidentales) précédentes ». Or, après une dizaine d'années d'accélération des échanges commerciaux, l'image de la Chine en Afrique est détériorée. Car le modèle d'aide économique mis en place par la RPC (construction d'infrastructures contre délivrance de matières premières ou prêt via des banques chinoises) rend les pays africains très dépendants et s'apparente finalement à un nouveau « néocolonialisme »⁴⁵. Ainsi, cette coopération conditionnée, qui constitue bien une forme de « hard power » au sens de la définition de Nye, conduit à renvoyer une image inverse de celle souhaitée par le « soft power » avec la mise en scène de l'amiral Zheng He. Et cette dégradation de la perception de la Chine se manifeste dès à présent par la multiplication des contestations des investissements chinois. Par exemple, à Madagascar, en octobre 2016, une mine d'or exploitée par la société chinoise « Jiuxing Mines » a été contrainte d'arrêter ses activités suite à des manifestations accusant les investisseurs chinois de « spolier » leurs terres.

Enfin et surtout, la politique générale de non intervention adoptée par RPC montre ses limites. En effet, comme expliqué précédemment, la Chine défend une stratégie des relations internationales fondée sur le consensus de Pékin qui prône le développement économique et l'absence d'intervention dans le champ politique. Car, pour les autorités chinoises, toute intervention politique peut être assimilée à des ingérences dans les affaires internes d'un pays. Et le parti communiste chinois ne peut pas cautionner de telles ingérences, qui pourraient, par

⁴⁴ Hu Jintao, *discours à Prétoria*, en 2007.

⁴⁵ Lamido Sanusi, gouverneur de la banque centrale du Nigéria, *Financial Times*, 12 mars 2003.

mimétisme, justifier une intervention extérieure en Chine contre son régime autocratique. Or, la montée en puissance de la Chine a remis en question ce dogme dans la mesure où la RPC doit protéger ses nombreux intérêts à l'étranger. Ainsi, la Chine hésite entre, d'une part sa stratégie traditionnelle de non intervention politique pour éviter toute ingérence extérieure dans ses affaires internes et, d'autre part la nécessité d'intervenir pour défendre ses intérêts. Le comportement de la Chine vis-à-vis du concept de la responsabilité de protéger justifiant les interventions extérieures de l'ONU illustre parfaitement ces hésitations. En 2006 et 2013, elle a voté pour des résolutions conduisant à des opérations au Soudan puis au Mali. Mais, *a contrario*, depuis 2011, la Chine s'est opposée à toute intervention en Syrie car elle craint que le concept de responsabilité de protéger ne soit désormais utilisé par les puissances occidentales pour légitimer des changements de régimes politiques. Pour l'ancien ministre adjoint pour la Prospective, Le Yucheng, l'objectif de la Chine est d'éviter « que des pays cherchent à reproduire le modèle libyen en Syrie sous le prétexte de la responsabilité de protéger. Pour le dire franchement, c'est une volonté de changer un régime par la force ». Au bilan, « si la Chine s'accorde le droit d'influencer les pays [soft power], elle refuse pour l'instant toute intervention véritable dans ces pays [hard power] »⁴⁶. Cette politique de passivité qui donne le primat au « soft power » mais refuse une certaine forme de « hard power » se montre, cependant, difficilement tenable dans la durée. Car, comme l'explique Cabestan pour le cas de l'Afrique, « au regard de l'ampleur et de la diversité de son engagement, la Chine ne peut plus rester totalement westphalienne en Afrique car les africains l'acceptent de moins en moins »⁴⁷ compte tenu des problèmes de sécurité intérieurs ou transnationaux qui la concernent directement. Cette stratégie de non intervention adoptée par l'Empire du Milieu semble donc vouée à l'impasse dans la mesure où l'affirmation de puissance et une certaine passivité politique paraissent difficilement conciliables.

3.3. Le « smart power » à l'épreuve des difficultés internes de la Chine

La stratégie chinoise de « smart power » montre enfin ses limites pour préserver la stabilité et la cohésion de la société face aux défis internes du pays car la politique interne de la RPC est dominée par un sentiment permanent d'insécurité.

⁴⁶ Dr Antoine Bondaz, *une politique prudente et pragmatique*, intervention au colloque « La Chine et ses défis : vers un nouveau modèle de développement », 14 décembre 2015.

⁴⁷ Jean Pierre Cabestan, *les relations Chine-Afrique : nouvelles responsabilités et nouveaux défis d'une puissance mondiale en devenir*, Herodote n°150, septembre 2013.

Pour la Chine, la notion de puissance est étroitement liée à celui de la souveraineté car les chinois restent profondément marqués par le « siècle de l'humiliation » (cf paragraphe 2.2) des pays occidentaux sur l'Empire du Milieu. Or, cette souveraineté passe d'abord par la cohésion et la stabilité de la nation chinoise car ce déclin a d'abord pour origine les différentes guerres civiles qui ont déchiré le pays continent. Et, finalement, c'est d'abord à ces fins de cohésion nationale que les autorités chinoises ont développé le « soft power » à partir des années 2000. Les stratèges chinois considèrent en effet que « la stabilité intérieure exige plus d'attention donnée à la culture, à la cohésion nationale, à la morale et aux institutions afin de maintenir de bonnes conditions internes pour l'émergence pacifique de la Chine et une croissance soutenue »⁴⁸. Ainsi, lors de son discours au XVIIIème congrès national du Parti communiste de Chine en 2007, Hu Jintao a déclaré que le parti communiste devait « renforcer la culture comme partie du soft power de [son] pays afin de mieux garantir à la population les droits et les intérêts culturels de base ». La culture traditionnelle chinoise (cf paragraphe 2.2) est mise en avant dans le même objectif : « la capacité du peuple chinois à progresser sans cesse et à se remettre continuellement de ses revers est liée inévitablement au fort soutien de la culture chinoise. [...] La philosophie, la sagesse, la présence et la grâce incomparables de la culture chinoise renforcent la confiance et la fierté des citoyens et du peuple chinois.»⁴⁹.

Cependant, cette culture d'Etat ne fait pas consensus dans la population chinoise. Il suffit de constater l'émotion suscitée par la statue de Confucius placée devant le musée d'histoire nationale inauguré en 2011, puis retirée à la suite d'une campagne de protestations véhémentes de la part d'internautes qui s'étaient scandalisés de voir le vieux sage intronisé protecteur du patrimoine culturel de la Chine socialiste. Cette critique est encore plus virulente au Xinjiang et au Tibet, dans ces régions possédant une identité culturelle propre. A défaut d'obtenir l'adhésion à cette culture officielle, les autorités chinoises l'ont imposée par la force aux ouïgours et aux tibétains lors des répressions de 2008 puis 2009. Dans ces tensions territoriales et ethniques, l'échec de la politique du « soft power » conduit dès lors à l'application du « hard power ».

Par ailleurs, la promotion de ce « soft power » ne permet pas non plus de limiter l'impact des autres difficultés sur la cohésion de la société chinoise. Le gouvernement chinois doit en effet faire face à de multiples crises qui alimentent les contestations internes:

⁴⁸ Michael Barr, *mythe et réalité du soft power de la Chine*, décembre 2010.

⁴⁹ Xi Jinping, *discours du 30 novembre 2016*, Pékin.

- la corruption généralisée des fonctionnaires du PC. Conscient de l'enjeu pour la stabilité sociale du pays, Xi Jinping a largement accéléré la lutte anti-corruption, qui a conduit à condamner plus de 1,2 millions de personnes depuis 2012 ;
- les inégalités croissantes. Si le développement économique spectaculaire a permis de réduire très fortement la pauvreté, les inégalités sociales se creusent aussi profondément dans le pays communiste. Entre les années 80 et 2014, le coefficient de Gini des revenus disponibles est passé de 0,29 à 0,53 ;
- le défi rural comprenant le développement des campagnes (ou vivent encore plus de 500 millions de chinois) pour contrer une urbanisation galopante ;
- la crise environnementale qui met en exergue l'impuissance du gouvernement chinois pour enrayer les pollutions répétitives des zones urbaines ;
- les crises alimentaires et sanitaires.

Face aux limites de ce « soft power » culturel pour préserver la cohésion nationale, le gouvernement met en œuvre un nationalisme marqué. Converti au « capitalisme d'Etat », l'idéologie communiste s'est vue en effet remplacée par un nationalisme organisé par les organes centraux. Ce dernier est alimenté par la dialectique officielle des autorités et une éducation patriotique qui commence dès l'école. Cependant, en instrumentalisant ce patriotisme, le pouvoir politique prend le risque de se faire déborder par un nationalisme plus radical et non contrôlé. Citons, à titre d'exemple les manifestations violentes contre l'OTAN⁵⁰ de 1999 ou celles anti-japonaises⁵¹ en 2004 et 2005. Au bilan, la stratégie chinoise de politique intérieure fondée sur un « soft power » culturel montre ses limites pour diminuer l'impact des difficultés internes sur la cohésion nationale et laisse ainsi place à un nationalisme plus agressif et plus risqué pour le pouvoir.

Les échecs de ce « soft power » ont pour origine le sentiment d'insécurité qui domine la politique intérieure de la RPC. La politique de sécurité y prend en effet une part prépondérante. Les différents Livres Blancs chinois élaborés depuis 2010 font état d'une liste importante de menaces internes. Sont ainsi cités, en complément des défis externes, la dépendance énergétique croissante du pays, les tensions territoriales internes, le terrorisme islamiste, les trafics de drogue, la criminalité, les crises sanitaires et environnementales et les menaces cybernétiques. De fait, les autorités ressentent un sentiment permanent d'insécurité

⁵⁰ Ces manifestations avaient pour origine le bombardement de l'ambassade de Chine par l'OTAN lors de la guerre du Kosovo en 1999.

⁵¹ Ces manifestations faisaient suite aux visites commémoratives des dirigeants japonais au sanctuaire Yasukuni.

car toutes ces crises seraient susceptibles de déstabiliser le système de parti unique. En acceptant peu ou prou les règles de la mondialisation qui fait aujourd'hui la puissance économique de la Chine, le régime devient dès lors plus vulnérable. La Chine doit donc « faire face à un complexe d'insécurité, réelle ou perçue » liée à « une sorte de paradoxe de l'ascension »⁵². Et Cabestan de rajouter que « la montée en puissance de la Chine la prédispose de moins en moins au compromis »⁵³. Ce complexe d'insécurité explique alors la politique nationaliste agressive de la Chine alimentée par une certaine arrogance des nouveaux dirigeants chinois.

Conclusion

En développant tous les outils du pouvoir, « hard » comme « soft power », la Chine est devenue une puissance globale qui cherche à concurrencer les Etats-Unis dans le leadership mondial. Sûre de son fait, elle affirme désormais sans complexe ses ambitions tout en s'intégrant d'avantage dans la communauté internationale. En ce sens, et s'inspirant de la stratégie américaine d'Obama, on peut considérer que Xi Jinping met en œuvre un réel « smart power » adapté à la culture chinoise pour réaliser le « rêve chinois ». Néanmoins, cette stratégie montre ses limites dans la mesure où les autorités chinoises, cultivant une certaine paranoïa, restent inflexibles sur tout évènement, externe comme interne, susceptible de menacer la sécurité de son régime autoritaire. Ainsi, malgré ses succès spectaculaires incontestables, la Chine fait face à un paradoxe dans sa stratégie d'expansion expliquée par la spécialiste américaine Susan Shirk : « plus le pays se développe et devient prospère, plus les dirigeants considèrent la Chine comme menacée et en insécurité ».

Malgré les tensions récentes en mer de Chine méridionale, il paraît peu probable que la RPC poursuive sa politique expansionniste agressive jusqu'à l'éventualité d'une crise majeure. Car, la deuxième puissance économique mondiale aurait plus à perdre qu'à gagner dans l'hypothèse d'un tel scénario tant les pays sont aujourd'hui économiquement interdépendants. Il semble donc envisageable de pronostiquer une ouverture plus importante du régime chinois à la démocratie.

⁵² Dr Antoine Bondaz, *op.cit.*.

⁵³ Jean Pierre Cabestan, *op.cit.*, page 116.

Bibliographie

- J. S. Nye, *Bound to lead: the changing nature of American power*, New York Paperback edition, 1991, 307 p ;
- J. S. Nye, *The future of power*. New York, Public Affairs, 2012, 258 p ;
- J.-P. Cabestan, *La politique étrangère de la Chine entre intégration et volonté de puissance*. Paris, Presses de Sciences Po, 2015, 639 p ;
- P. Picquart, *La Chine: une menace militaire*, Lausanne, Favre, 2013, 232 p ;
- Herodote n° 150, *Regards géopolitique sur la chine*, Paris, édition La Découverte, 2013, 208 p ;
- A. Hu, *China in 2020: a new type of superpower*, Paperback ed. Washington, D.C: Brookings Institution Press, 2011, 213 p ;
- Z. Zhu, *China's new diplomacy: rationale, strategies and significance*, 2ième edition, Farnham, Surrey Ashgate Publication, 2013, 276 p ;
- L. Qiao et X. Wang, *La Guerre hors limites*, Paris, Payot & Rivages, 2006, 310 p ;
- Sun-tzu, *L'art de la guerre*. Paris, Flammarion, 2009, 338 p ;
- Tanguy Struye de Swieland, *la Chine et le « soft power » : une manière douce de défendre l'intérêt national*, mars 2009 :
<https://www.uclouvain.be/cps/ucl/doc/pols/documents/NA2-INBEV-UECH-FULL.pdf>
- Suzanne Nossel, *Smart power*, Foreign affairs, mars/avril 2004
<https://www.foreignaffairs.com/articles/untitled/united-states/2004-03-01/smart-power>
- Joseph Nye, *the limits of Chinese Soft Power*, 10 juillet 2015,
<https://www.project-syndicate.org/commentary/china-civil-society-nationalism-soft-power-by-joseph-s--nye-2015-07>
- Michael Barr, *mythe et réalité du soft power de la Chine*, décembre 2010,
<https://www.erudit.org/fr/revues/ei/2010-v41-n4-n4/045560ar/>
- Magali Robert, *Puissance Chine : la stratégie d'affirmation internationale chinoise*, fiche de l'IRSEM, mars 2010 ;
- Hillary Clinton, audition du ministre des affaires étrangères devant le Sénat, 13 janvier 2009 ;
- Yang Baoyun, *la politique étrangère de la Chine : une nouvelle étape ?*, article dans lettre n°6 de l'IRSEM, 2014 ;

- Dr Antoine Bondaz, *une politique chinoise prudente et pragmatique*, intervention au colloque « La Chine et ses défis : vers un nouveau modèle de développement, 14 décembre 2015 ;
http://www.fondation-res-publica.org/Une-politique-etrangere-chinoise-prudente-et-pragmatique_a944.html
- Xi Jinping, *discours au siège de l'Unesco à Paris*, 27 mars 2014 ;
http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/ERI/pdf/Speech_Xi_Jinping_French.pdf
- Xi Jinping, *discours à l'Elysée*, Paris, 27 mars 2014 ;
<http://be.china-embassy.org/fra/zxxx/t1142648.htm>
- Xi Jinping, *Discours lors du forum économique à Davos*, 18 janvier 2017 ;
<https://www.weforum.org/agenda/2017/01/full-text-of-xi-jinping-keynote-at-the-world-economic-forum>
- Xi Jinping, *discours devant le parlement indonésien*, 3 octobre 2013 ;
http://www.asean-china-center.org/english/2013-10/03/c_133062675.htm
- Li Keqiang, *discours au sommet Chine-ASEAN*, 5 septembre 2013 ;
http://english.mofcom.gov.cn/article/zt_10thchina/column1/201309/20130900287593.shtml